

E 2300 Paris 51

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Président de la Confédération et Chef du Département politique, E. Ruffy*

RP¹

Paris, 24 octobre 1898

Tant de questions se pressent devant l'esprit que je suis obligé de faire un triage et d'aller au plus pressé; laissant de côté pour d'autres rapports les négociations de paix qui se poursuivent à Paris entre les Etats-Unis et l'Espagne, les affaires de Chine, l'affaire Dreyfus, je veux profiter ce soir de la demi-heure qui me reste avant le départ du courrier pour vous dire quelques mots du conflit

1. *Note de Ruffy en tête du document: 25 oct. 98, en circulation et aux Légations.*



anglo-français provoqué par l'arrivée de M. Marchand sur le Haut-Nil à Fachoda.

Si vous voulez bien vous reporter au rapport que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 6 janvier², vous y trouverez les grandes lignes de la question que j'entrevois alors comme susceptible de devenir grave. Après dix mois, je n'ai pas grand'chose à changer à ce rapport, sauf un point: j'avais indiqué Goudokoro et non pas Fachoda, comme le lieu où Marchand comptait atteindre le Nil; j'avais donc fixé ce lieu trop au sud.

Vous avez en mains depuis quelques jours le Livre bleu anglais. Aucun chef de mission n'a encore reçu le Livre jaune français, mais l'«Echo de Paris», journal de l'Etat-major français en a publié ce matin le texte complet et je vous l'envoie sous ce pli.³

Je vous signale spécialement deux rapports de M. de Courcel, Ambassadeur de France à Londres à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères à Paris; ils portent la date des 5 et 12 octobre. Je n'aborde pas la discussion juridique dans laquelle M. de Courcel me paraît avoir été très habile et paraît même avoir interloqué quelque peu Lord Salisbury. Au fond, les Français et les Anglais employent tour à tour les arguments les uns des autres, chacun trouvant chez son adversaire des arguments parce que les situations se sont retournées. Je désire seulement signaler dans le rapport de M. de Courcel du 5 octobre le fait que la France, si elle devait évacuer Fachoda demande qu'*au préalable* une entente intervienne sur son mode d'exécution, sur ses conséquences et en d'autres termes sur une délimitation amiable, Lord Salisbury demande à réfléchir et à consulter ses collègues ce qui implique l'ajournement d'un ultimatum sommant la France d'évacuer Fachoda. Le 12 octobre, M. de Courcel revient à son idée d'une délimitation, Lord Salisbury demande que les Français évacuent le bassin du Nil et se retirent dans le bassin du Congo; l'Ambassadeur de France répond que cette délimitation est impossible parce qu'en temps d'inondation les eaux s'écoulent tantôt dans l'un, tantôt dans l'autre des deux fleuves; pressé de faire des propositions claires, M. de Courcel demande un débouché par le Bahr-el-Gazahl vers le Nil pour les possessions françaises du Haut-Oubanghi et en général la délimitation des territoires entre le Lac Tchad et le Nil auquel cas la question de Fachoda perdrait de son importance et disparaîtrait d'elle-même. Lord Salisbury demande à réfléchir et à consulter ses collègues. Le Livre jaune français s'arrête là et malgré mes efforts je n'ai pu savoir ce qui s'était dit entre les deux Gouvernements dans la dernière douzaine de jours.

D'autre part, je sais de source absolument bien renseignée qu'indépendamment de l'appel de 4000 volontaires d'infanterie et de 2000 volontaires d'artillerie adressé par le Ministre de la Marine à son collègue de la Guerre, la presque totalité des troupes de l'infanterie de marine en garnison dans l'intérieur de la France ont été envoyées dans les ports; en outre, de nombreuses troupes ont été dirigées sur les côtes pour en assurer la défense; les écoles de Toulon ont été évacuées de leurs enfants pour loger la troupe; on n'a pas envoyé de navire de guerre de la Méditerranée dans la Manche, mais l'escadre de réserve est armée

2. Cf. n° 247.

3. Non reproduit.

partout, comme si l'on se préparait ici à la guerre. Je répète que je tiens ces renseignements de source authentique et qu'une personne en situation de savoir m'a dit aujourd'hui: «L'affaire est dans sa période de tension».

Je m'empresse d'ajouter qu'à mon avis ces armements, maladroitement publiés par les petits journaux locaux et soigneusement annotés par les Attachés navals que les diverses puissances entretiennent à Paris, ont un caractère diplomatique beaucoup plus qu'un caractère militaire. Ils sont un moyen de discussion et il faut bien se garder d'en tirer des conclusions tragiques.

La pensée d'une possession française coupant le centre de l'Afrique de l'ouest à l'est, s'appuyant sur le Cameroun allemand, sur le Congo belge, sur l'Afrique orientale allemande est évidemment une grande pensée politique; tout comme la pensée d'un domaine anglais du Caire au Cap est une grande pensée politique. La question est de savoir si la France a assuré à son programme l'appui d'autres grands Etats. J'ai tout lieu de penser qu'en ce qui concerne l'Allemagne cet appui n'a pas été promis à la France et ce fait m'a encore été confirmé aujourd'hui à l'Ambassade d'Allemagne à Paris. *Quid* de la Russie? Une longue conversation avec l'Ambassadeur russe Ouroussoff m'a aussi donné l'impression que la Russie n'avait pas d'engagement précis avec la France à ce sujet. Je vais plus loin: un ancien membre du Cabinet Méline membre mêlé jusqu'au cou aux questions coloniales m'a dit cet après-midi: «Au fond, nous ne pensions pas que jamais la mission Marchand atteindrait le Nil et nous nous disions seulement que si par hasard elle l'atteignait, cela nous fournirait un terrain de discussion avec les Anglais». Est-ce que cet ancien Ministre parle de la sorte pour dégager des responsabilités devenues redoutables, c'est possible; j'ajoute que la manière dont il m'a parlé des relations franco-russes implique qu'il ne compte guère sur un appui du Cabinet de Pétersbourg; il s'est même exprimé sur les capacités intellectuelles de l'Empereur Nicolas II en termes significatifs. On est donc amené à penser que la France a sous les Ministères précédents engagé une énorme question sans avoir les reins assez solides pour la résoudre dès le moment où l'affaire deviendrait une question de force, c'est à peu près comme si la Suisse disait qu'il serait utile de compléter l'œuvre grandiose du Gothard et du Simplon en s'emparant du port de Gênes.

Dans le monde des affaires, je n'ai rencontré personne ici qui ne soit de l'avis que la France a très habilement exploité le désir des Anglais de rester en Egypte; que la France a obtenu de la sorte l'assentiment tacite ou exprès des Anglais à la formation d'un grand empire colonial au Tonkin et en Annam, à l'acquisition d'une bande de territoire siamois plus longue que de Paris à Marseille, à la conquête de Madagascar, à l'acquisition d'immenses territoires dans le Soudan et sur le Haut-Niger; on estime dans le monde commercial que la France a maintenant plus de domaines coloniaux qu'elle n'en peut digérer; qu'une rupture avec l'Angleterre compromettrait l'existence de tout ce domaine colonial, que même si la Russie se joignait à la France, la France recevrait tous les coups tandis que les Russes seraient invulnérables et pourraient même avoir des bénéfices en Chine et aux Indes, on estime donc qu'il est indispensable d'arriver à une transaction sauvant les formes, tout en impliquant l'abandon d'une politique d'expansion dangereuse.

Dans le monde des attachés militaires et navals, il y a unanimité ici pour

4 NOVEMBRE 1898

615

déclarer que la flotte française est hors d'état de se mesurer avec les escadres britanniques. Vous trouverez dans le «Siècle» de ce matin un article de M. Yves Guyot qui se prononce avec une extrême énergie et un grand courage dans ce même sens.

Je crois donc que le bon sens finira par prévaloir et qu'une transaction sera trouvée. Cependant il faut tenir compte de l'excitation de la presse, de la publicité donnée aux armements et de la rentrée des Chambres où les éléments chauvins, boulangistes et révolutionnaires constituent un facteur incalculable. Si donc il importe, je le répète, de ne rien prendre au tragique, je suis obligé de répéter le mot de Thiers «qu'il faut prendre tout au sérieux».

Pour mémoire, il convient de mentionner que tous les spéculateurs français et la juiverie internationale n'ont pas le moindre désir de voir les valeurs égyptiennes, devenues aujourd'hui de bonnes valeurs quasi-anglaises retomber dans la catégorie des valeurs «à turban».

[...]⁴

4. *Suivent des considérations sur la politique intérieure.*